

STOCAMINE |

Le devenir du site suspendu à la décision du gouvernement

Le rapport d'analyse des risques sera présenté par le préfet lundi. Il confirme la difficulté d'un déstockage total des déchets enfouis à Wittelsheim. La décision incombe désormais au ministre François de Rugy.

Un nouvel épisode du feuilleton Stocamine doit s'écrire, ce lundi à Wittelsheim, avec la présentation par le préfet du Haut-Rhin du rapport d'analyse des risques commandé au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières). Laurent Touvet comme le cabinet du ministre de la Transition écologique et solidaire ont souhaité la plus grande discrétion autour de ce rapport qui doit éclairer le ministre, François de Rugy, à qui reviendra la décision, supposée définitive, sur le devenir de Stocamine.

De source sûre, la décision du ministre n'est pas prise et ne sera pas annoncée lundi lors de la réunion du comité de suivi de site. Un CSS dont les membres ont seulement été avisés que le rapport du BRGM figure à l'ordre du jour mais n'en ont pas été destinataires. Ni l'exploitant, les MDP, ni le collectif Destocamine n'étaient ce vendredi soir en possession du rapport alors qu'habituellement, les documents sont envoyés une à deux semaines avant la réunion.

Cette volonté de secret est étonnante dans la mesure où ce rapport du BRGM ne contient pas de surprise majeure. Il établit quatre hypothèses, l'une étant l'enfouissement total et définitif. Les trois autres étudient le déstockage de la totalité des 41 500 tonnes de déchets enfouis à Wittelsheim, à l'exception de ceux contenus dans le bloc 15 qui, quelle que soit la décision définitive, devront être confinés. C'est dans le bloc 15



Le rapport du Bureau de recherches géologiques et minières, qui passe en revue toutes les options, souligne la difficulté de poursuivre le déstockage au-delà des 4 600 tonnes de déchets mercuriels déjà traitées.

Archives L'Alsace/Thierry Gachon

qu'est survenu l'incendie qui a mis fin au stockage de déchets en fond de mine à Wittelsheim, le 10 septembre 2002. Mais les experts soulignent à de multiples reprises la difficulté à mener le déstockage.

De Rugy en Alsace le 1^{er} février

Ce déstockage total est décliné en trois options : une, deux ou trois équipes. Selon les ingénieurs des mines auteurs du rapport, la dernière option permettrait un déstockage « dans un délai raisonnable » estimé à huit ans, « qui permet de penser que les galeries ne seront pas totalement

refermées ». Selon le rapport, le coût est estimé entre 250 à 400 millions d'euros.

« Le ministère va devoir évaluer tous les risques environnementaux, mais aussi en matière de pollution que ferait courir la manipulation des déchets, ceux encourus par le personnel qui serait amené à déstocker. Il y a aussi le transport, le restockage ailleurs... Les partisans du déstockage ne doivent pas nourrir de faux espoirs. Pour l'heure, toutes les options sont sur la table. La décision du ministre sera prise en fonction de tous ces éléments, y compris financiers », indique un acteur du dossier.

Face à la complexité de l'affaire, il

n'est pas sûr que la décision du ministre François de Rugy intervienne rapidement, même si certains l'espèrent au plus tard le 1^{er} février, date prévue d'une visite à Fessenheim du ministre de la Transition écologique et solidaire.

Le collectif Destocamine, qui envisageait une annonce ministérielle dès ce lundi, a pour sa part prévu d'organiser une réunion publique, ce jeudi 24 janvier à 19 h, dans la salle Grasregier à Wittelsheim. L'occasion de réagir au rapport du BRGM et de maintenir la pression sur le gouvernement en faveur d'un déstockage total des déchets.

Laurent BODIN

SALON

20 000 visiteurs attendus pour la formation et l'emploi

Proposée par la chambre de commerce et d'industrie Alsace eurométropole pour le compte de l'association Jeunes emploi formation, la 41^e édition du salon Formation Emploi Alsace accueillera 350 exposants. 20 000 visiteurs sont attendus.

Les personnes qui recherchent un emploi, une formation ou un apprentissage, qui souhaitent reconvenir ou créer leur propre entreprise sont les bienvenues. Chaque édition a droit à une nouvelle imagerie et à un nouveau slogan. Cette fois-ci, c'est un génie qui proclame : « Réalisez vos vœux ! » Le Village de l'emploi se composera d'un espace conseil, avec ses entretiens individuels et ses ateliers collectifs, ainsi que d'un « job's café » où des dirigeants de très petites entreprises rencontreront les candidats à l'emploi. L'animation « Métiers en vrai » permettra de mieux connaître vingt métiers aussi divers qu'hôtesses



Le salon colmarien sera fait de rencontres, d'ateliers et de conférences.

Archives DNA

de l'air ou soigneur animalier. Le pôle franco-allemand présentera ses offres de recrutement et ses animations. Des conférences émailleront le salon, dont celle de l'écrivain Laurent Gouelle, auteur de *L'Homme qui voulait être heureux*.

YALLER Parc des expositions à Colmar, vendredi 25 et samedi 26 janvier de 9 h à 18 h. Entrée libre. Site internet : www.sfe-alsace.com

CONJONCTURE

L'emploi salarié en baisse

Après trois ans de hausse de l'emploi salarié, la tendance semble s'inverser dans le Grand Est, indique la dernière note de conjoncture de l'Insee Grand Est. Au 3^e trimestre 2018, la région enregistre un recul de l'emploi salarié de 0,2 %, soit 2 980 emplois perdus, alors même qu'il augmente de 0,1 % en France (hors Mayotte). C'est en particulier le secteur privé qui pèse sur la tendance régionale. On observe dans le détail une stagnation dans le tertiaire et la construction, une baisse dans l'industrie et l'intérim.

Au 3^e trimestre 2018, le taux de chômage reste quant à lui stable à 8,7 % dans le Grand Est, à un niveau comparable à celui enregistré en France métropolitaine (8,8 %). En légère hausse de 0,1 % dans le Haut-Rhin, le chômage est constant dans le Bas-Rhin avec le taux le plus bas de la région (7,6 %). Ce département semble globalement épargné : il est le seul de la région à voir l'emploi progresser (+0,2 %), notamment dans l'industrie (+0,3 %). À l'échelle de la région, sur un an, le taux de chômage est en légère baisse de 0,7 point.

ÉNERGIE

Le Grand Est s'engage pour la filière hydrogène

La région Grand Est organisait ce vendredi au lycée Le Corbusier d'Illkirch-Graffenstaden une première réunion d'échanges dédiée au développement de la filière hydrogène.



Philippe Boucny, président de l'Afhyac, a vanté les atouts du Grand Est pour développer une filière hydrogène.

Photo DNA/Laurent Réa

Il y a, dans le Grand Est comme en France, un élan pour le développement d'une filière industrielle hydrogène comme ressource alternative dont les champs d'application sont variés : mobilité, décarbonation de l'industrie, stockage d'énergies renouvelables ou encore autoconsommation d'énergies locales.

En témoignait, ce vendredi, l'importante participation de représentants et membres de collectivités, entreprises, bureaux d'études, pôles de compétitivité, laboratoires de recherche et universités, à la première réunion d'échanges organisée sur le sujet par la région. « Il s'agit de bâtir ensemble et de mettre sur la table des dynamiques », a résumé Jean Rottner en préambule d'une journée de réflexion comprenant interventions, tables rondes et échanges. Cette filière en construction constitue

pour la région « une pièce supplémentaire à apporter à la politique de transition énergétique », a rappelé Jean Rottner, qui voit également un levier de développement économique.

Projet « Dynamhèse »

Président de l'Association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (Afhyac), Philippe Boucny met en avant « les atouts importants du Grand Est » pour participer à la « forte dynamique enregistrée par la filière depuis cinq ans ». « 2019 est une année pour convaincre que l'hydrogène répond aux enjeux des territoires, qu'il s'agit de la qualité de l'air, de l'emploi ou de la reconversion des territoires », a-t-il lancé, citant la centrale nucléaire de Fessenheim. D'ici

2030, le secteur pourrait ainsi représenter 40 000 emplois en France. Reste, estime le président de l'Afhyac à œuvrer pour baisser les coûts, améliorer le cadre législatif et sécuriser les financements de cette filière.

Dans le Grand Est, le projet Dynamhèse, financé dans le cadre de l'appel à projets « Be Est filières d'avenir » et coordonné par le Pôle véhicule du futur, entend en accélérer le développement, notamment en matière de mobilité. Ce consortium est constitué de trois pôles de compétitivité, six industriels et deux organismes de recherche publique.

En ligne de mire d'ici 2023 : dix stations alimentées en hydrogène produit localement de manière décarbonée, 500 véhicules utilitaires légers et 20 véhicules de transport lourd, et la production de 9 000 tonnes d'hydrogène décarboné.

H. D.



NOUVEAU TOYOTA RAV4 HYBRIDE

PAS DE DEMI-MESURE. 100% HYBRIDE. 100% SUV.



Nouvelle motorisation Hybride 4^{ème} génération : 222 ch et 4,4 L/100 km*

Consommations (l/100 km) et émissions de CO₂ (g/km) en conditions normales : de 4,4 à 4,5 et de 105 à 102. *Jouez avec la technologie HYBRID, un moteur et une transmission différents.



PORTES OUVERTES DU 17 AU 21 JANVIER 2019

www.toyots-motors.fr

TOYOTS MOTORS COLMAR | 138 route de Neuf-Brisach | 03 89 24 12 72
TOYOTS MOTORS MULHOUSE | 21G rue de Thann | 03 89 33 27 28

